

GLOSSAIRE D'EXAMEN

action

Titre de propriété qui représente une partie du capital de l'entreprise et donne lieu au versement éventuel de dividendes.

activité économique

Production de biens et de services qui se mesure grâce au PIB.

aléa moral

L'agent non informé (l'assureur ou l'employeur) ne peut pas observer ou contrôler le comportement de l'agent informé. Celui-ci peut en profiter pour adopter un comportement inadéquat (le salarié qui « tire au flanc », par exemple) ou risqué.

asymétrie d'information

L'un des échangistes dispose d'une information dont l'autre échangiste ne dispose pas : la transparence de l'information est réduite.

autofinancement

L'autofinancement désigne la part des investissements que l'entreprise finance avec sa propre épargne.

banque centrale

Institution financière de premier rang au sein d'un système bancaire hiérarchisé. Les banques commerciales ou de second rang sont placées sous l'autorité de la banque centrale (Banque centrale européenne, BCE, dans la zone euro).

banques

Les banques sont des agents économiques qui servent d'intermédiaires entre les agents ayant des capacités de financement et ceux qui ont des

besoins de financement. Il faut distinguer la banque centrale (banque des banques) des banques de second rang (ou banques commerciales, banques des agents non financiers).

barrières à l'entrée

Obstacles s'opposant à l'apparition de nouveaux producteurs concurrents sur un marché, en contradiction avec l'hypothèse de fluidité de la concurrence parfaite. Il existe deux types de barrières à l'entrée : les barrières structurelles et les barrières stratégiques.

besoin de financement

Situation d'un agent économique dont l'épargne est inférieure à l'investissement.

bien collectif

Un service qui se caractérise par l'absence de rivalité (l'utilisation du service par un agent ne diminue pas l'utilité ou la satisfaction d'un autre agent, autrement dit le service peut être utilisé simultanément par plusieurs agents) et l'impossibilité d'exclusion ou la non-excluabilité (en l'absence de droit de propriété, il est impossible de réserver l'usage du service à certains agents et d'en exclure les autres).

bien commun

Un bien qui se caractérise par la rivalité (l'exploitation du bien par un agent économique diminue l'utilité des autres agents, pour lesquels le bien n'est plus disponible) et l'impossibilité d'exclusion ou non-excluabilité (en l'absence de droit de propriété, il est impossible de réserver l'usage du bien à certains agents et d'en exclure les autres).

bilan

Présentation sous forme d'un tableau comptable de ce que possède un agent économique à l'actif et de l'origine de ses ressources au passif. La monnaie scripturale apparaît à l'actif des entreprises sous forme d'une créance sur la banque. La monnaie scripturale apparaît au passif des banques sous forme d'une dette envers leurs clients. Les banques détiennent à leur actif de la monnaie de banque centrale et des créances.

capacité de financement

Situation d'un agent économique dont l'épargne est supérieure à l'investissement.

concurrence parfaite

Situation de concurrence qui respecte les conditions de transparence de l'information sur le marché et de mobilité des facteurs de production (travail et capital). Dans ce chapitre, la concurrence parfaite s'assimile à la concurrence pure et parfaite. Aux deux conditions de la concurrence parfaite, il convient donc d'ajouter les trois conditions de la concurrence pure. À savoir : l'atomicité du marché, l'homogénéité du produit et la libre entrée ou sortie du marché des demandeurs comme des offreurs. *Voir également : [degré de](#)*

[concurrence](#), [monopole](#), [preneur de prix](#).

consommation des ménages

Achat de biens et de services acquis grâce au revenu disponible.

coût marginal

Coût qu'occasionne la production d'une unité supplémentaire pour une entreprise. Il se calcule par la différence entre le coût total pour $(Q + 1)$ et le coût total pour (Q) .

création monétaire

Opération engendrant une augmentation de la quantité de monnaie en circulation. L'essentiel de la création se fait à l'occasion des crédits accordés par les banques de second rang. La masse monétaire augmente s'il y a plus de création que de destruction monétaire. Celle-ci provient essentiellement des remboursements de crédits par les clients des banques.

crédit bancaire

Mise à disposition par une banque d'une somme d'argent jusqu'à une échéance déterminée pour son remboursement par l'agent non financier. Opération ayant comme prix un taux d'intérêt. Le crédit s'appelle un prêt pour le créancier (la banque) et un emprunt pour le débiteur (l'agent non financier).

défaillances du marché

Situations dans lesquelles le marché ne peut pas répondre efficacement (dans le cas d'asymétries d'information) ou dans lesquelles il échoue à accorder de manière optimale les ressources (en présence d'externalités, de biens communs et de bien collectifs).

déficit budgétaire de l'État

On parle de déficit budgétaire de l'État lorsque le solde budgétaire de l'État est négatif. Autrement dit lorsque, pour une année, le montant de ses recettes est inférieur au montant de ses dépenses.

degré de concurrence

Intensité de la concurrence sur un marché. *Voir*

également : concurrence parfaite, monopole, preneur de prix.

demande

Quantité de biens ou de services que les agents économiques achètent sur un marché. *Voir également : offre.*

Définition :

Une entreprise commet un abus de position dominante quand elle profite de sa position dominante sur le marché pour évincer ses concurrents potentiels ou obtenir des avantages au détriment des consommateurs. Il s'agit d'une pratique anticoncurrentielle que l'on qualifie parfois aussi de « monopolisation » du marché.

Investissement

L'investissement est l'acquisition, au cours d'une période déterminée, de biens ou de services durables destinés à produire d'autres biens et services.

Concurrence

Situation dans laquelle un nombre variable d'acheteurs et de vendeurs se confrontent sur le marché d'un produit ou d'un service donné.

Le capital humain

Ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire, etc.

Définition anticipations

Les anticipations sont des manières d'envisager l'avenir et de s'y projeter. Elles poussent à adopter des comportements spécifiques.

Définition :compétitivité

La compétitivité, c'est la capacité à faire face à la concurrence. Elle peut se mesurer pour une économie nationale, une région ou une entreprise.

Définition :productivité

Efficacité des facteurs de production

dilemme du prisonnier

En théorie des jeux, situation montrant que la recherche par chacun de son intérêt personnel peut conduire à une situation sous-optimale. Deux

conditions sont nécessaires au déroulement du jeu : chaque joueur est incité à choisir un comportement qui lui est bénéfique au détriment de l'autre joueur, et quand les deux joueurs agissent de la sorte, les deux se retrouvent dans une situation moins satisfaisante que s'ils avaient choisi un autre comportement. *Voir également : meilleure réponse, stratégie dominante.*

effet d'éviction

Baisse des dépenses privées (investissement et consommation) du fait d'un financement moins aisé à la suite de l'augmentation au besoin de financement de l'État.

entente

Accord ou action concertée qui a un effet anticoncurrentiel sur un marché de produits ou de services. Une entente illicite entre entreprises peut prendre diverses formes : écrite ou orale, expresse ou tacite, horizontale entre concurrents sur un même marché ou verticale. *Voir également : cartel.*

épargne des ménages

Différence entre le revenu disponible et la consommation, autrement dit la part du revenu qui n'est pas utilisée en dépenses de consommation finale.

équilibre sur un marché

Quantité et prix qui permettent d'égaliser l'offre et la demande sur un marché. *Voir également : offre, demande, marché.*

excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation est égal à la valeur ajoutée brute, diminuée de la rémunération des salariés (y compris les cotisations sociales) et des

impôts sur la production et augmentée des subventions sur la production. C'est une mesure du profit de l'entreprise.

externalité négative

Répercussion négative de l'activité économique (production, consommation) d'un agent sur la fonction de production ou la fonction d'utilité d'autres agents, qui ne donne pas lieu à une compensation monétaire. *Voir également : [externalité](#).*

externalité

Répercussion de l'activité économique d'un agent économique sur l'activité économique ou l'utilité d'autres agents qui ne donne pas lieu à une compensation monétaire. Notion connue également sous le terme d'effet externe. *Voir également : [défaillances du marché](#), [externalité négative](#).*

faiseur de prix

En situation de concurrence imparfaite où la part du marché d'un offreur est suffisamment importante qu'il peut influencer le prix qui se fixe sur le marché. *Connu également sous le terme : [price maker](#). Voir également : [monopole](#), [monopole d'innovation](#), [monopole institutionnel](#), [monopole naturel](#).*

financement externe

Mode de financement que l'entreprise trouve à l'extérieur soit en empruntant auprès des banques (financement externe indirect ou intermédié) soit en ayant recours au marché financier (financement externe direct) par émissions d'actions ou d'obligations.

financement

Mise en relation des agents à besoin de financement avec les agents à capacité de financement.

fusion-acquisition

Rachat d'une entreprise par une autre, que ces deux entreprises soient similaires, complémentaires ou distinctes. Il s'agit pour les entreprises d'accroître par ce biais leur chiffre d'affaires et leur profit. *Voir*

également : [profit](#).

incitation

Dispositif ou décision qui vise à modifier le comportement d'un individu pour l'orienter dans un sens jugé souhaitable.

institutions

Ensemble des organisations et des règles qui encadrent les relations économiques et sociales. *Voir également : [marché](#).*

marché des droits à polluer

Marché sur lequel se confrontent une offre et une demande de quotas ou de droits à polluer, confrontation qui aboutit à la fixation d'un prix du quota.

marché des fonds prêtables

Lieu où s'échangent des fonds prêtables demandés par les agents souhaitant emprunter pour répondre à leur besoin de financement et mis à disposition par les agents à capacité de financement.

marché monétaire (compartiment interbancaire)

Lieu sur lequel se confrontent une offre et une demande de monnaie centrale exprimée par les banques.

marché

Lieu réel ou fictif où se rencontrent l'offre et la demande d'un bien ou service particulier (mais aussi d'un facteur de production) ; cette rencontre détermine un prix de marché ainsi que la quantité échangée à ce prix. *Voir également : [institutions](#).*

monopole d'innovation

Monopole temporaire d'une entreprise qui est la seule à offrir un produit nouveau (ou avec une caractéristique nouvelle) ou qui a protégé son innovation par un droit de propriété intellectuelle.

monopole institutionnel

Monopole établi par une décision des pouvoirs publics même s'il peut être exercé par une entreprise privée.

monopole naturel

Monopole provenant de conditions de production (économies d'échelle) qui favorisent l'entreprise produisant le plus. *Voir également : économie d'échelle.*

monopole

Structure de marché caractérisée par deux éléments, à savoir un seul producteur sans concurrent sur le marché qui vend un produit unique indifférencié. *Voir également : concurrence parfaite, degré de concurrence, preneur de prix.*

niveau des prix

Indicateur statistique visant à refléter l'évolution de l'ensemble des prix d'une économie. Il existe différentes notions liées au niveau des prix : l'inflation (hausse durable et généralisée du niveau des prix), la désinflation (ralentissement de la hausse des prix) et la déflation (baisse des prix).

obligations

L'obligation est un titre de créance : son émetteur reconnaît qu'il a une dette envers son acquéreur et doit verser à ce dernier des intérêts.

offre

Quantité de biens ou de services que les producteurs vendent sur un marché. *Voir également : demande.*

oligopole

Marché ne comptant que quelques offreurs (entreprises).

politique de dépenses publiques

Politique effectuée par les administrations publiques qui consiste à accroître les dépenses publiques (et qui, la plupart du temps, accroît également le déficit budgétaire public), avec pour objectif de stimuler la demande globale et donc d'augmenter la production.

politique de la concurrence

Politique économique structurelle qui vise à limiter le pouvoir de marché des entreprises.

position dominante

Position de puissance économique détenue par une entreprise qui lui permet de se comporter indépendamment de ses concurrents sur un marché donné. *Voir également : degré de concurrence.*

pouvoir de marché

Capacité d'un offreur à déterminer librement le prix de son produit du fait d'une imperfection du marché.

preneur de prix

En situation de concurrence, en vertu de l'atomicité, aucun offreur ou demandeur n'est en mesure d'influencer le prix qui se fixe sur le marché. *Connu également sous le terme : price taker. Voir également : concurrence parfaite, degré de concurrence, monopole.*

profit

Différence entre les recettes et le coût total d'une entreprise. Il se calcule en faisant la différence entre le chiffre d'affaires (quantité vendue x prix de vente) et le coût total.

recettes fiscales et non fiscales de l'État

Les recettes de l'État sont constituées des ressources qu'il perçoit essentiellement par les impôts (recettes fiscales), mais aussi par d'autres sources (recettes non fiscales).

réglementation

Ensemble des normes fixées par l'État.

relance de la demande

Politique mise en œuvre par les administrations publiques qui consiste à accroître la demande globale des agents économiques par le biais d'une hausse des dépenses publiques et/ou une baisse des prélèvements obligatoires afin d'inciter les entreprises à produire plus et ainsi les inciter à embaucher de nouveaux salariés, ce qui a pour effet d'augmenter en retour les dépenses de consommation, et donc la demande globale.

revenu disponible des ménages

Revenus primaires moins les prélèvements obligatoires (impôts directs et cotisations sociales) plus les revenus de transfert. Ce revenu reste à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne.

sélection adverse

Le comportement de l'agent non informé se retourne contre lui, car il le conduit à sélectionner les mauvais produits.

solde budgétaire

Pour un État, le solde budgétaire correspond à la différence entre les recettes et les dépenses de son budget.

surplus du consommateur

Différence entre la disposition à payer (prix maximal accepté) du consommateur (unité par unité) et la dépense effectuée (prix payé). *Voir également : [surplus du producteur](#), [surplus total](#).*

surplus du producteur

Différence entre le coût marginal (prix minimal accepté) du producteur (unité par unité) et la recette obtenue (prix). *Voir également : [surplus du consommateur](#), [surplus total](#).*

surplus total (ou gains à l'échange)

Gain lié à la différence entre les attentes des participants à un échange marchand et le prix d'équilibre. *Connu également sous le terme : gains à l'échange. Voir également : [surplus du consommateur](#), [surplus du producteur](#).*

taux d'intérêt à court terme sur le marché monétaire

Taux d'intérêt (ou prix de la monnaie centrale) qui résulte de la confrontation entre l'offre de monnaie centrale exprimée par les banques en excédent et la demande de monnaie centrale exprimée par les banques en besoin. Il dépend du taux directeur fixé par la banque centrale et influence les taux d'intérêt nominaux des crédits des banques aux agents non financiers (ménages, entreprises).

taux d'intérêt nominal

Il correspond au taux d'intérêt inscrit sur les contrats de prêt et il ne tient pas compte de l'inflation.

taux d'intérêt réel

Il correspond au taux d'intérêt nominal duquel on retire le taux d'inflation afin de connaître le coût réel du crédit ou la rémunération réelle du prêt.

taux d'intérêt

Il correspond au coût de l'emprunt pour les agents à besoin de financement et à la rémunération de l'épargne des agents à capacité de financement.

taxation

Prélèvement obligatoire effectué par les pouvoirs publics (sur les activités polluantes, par exemple).

taxe forfaitaire

Taxe prélevée sous la forme d'un montant fixe par unité de bien ou de service produite ou consommée.